

LA TRANSFORMATION DES TERRES EN UN ACTIF FINANCIER MONDIALISÉ : LE CAS DE LA RÉGION BRÉSILIENNE DU MATOPIBA

*Philip Seufert, Maria Luisa Mendonça
et Fabio Pitta*

Philip Seufert travaille au Secrétariat international de FIAN, au sein duquel il se concentre principalement sur les questions foncières et de semences.

Maria Luisa Mendonça est chercheuse invitée au Center for Place, Culture and Politics de l'Université de la ville de New York ; elle co-dirige, au Brésil, le Réseau social pour la justice et les droits humains.

Fabio Teixeira Pitta est titulaire d'une bourse de recherche postdoctorale en géographie humaine à l'Université de São Paulo et chercheur auprès du Réseau social pour la justice et les droits humains (Rede Social de Justiça e Direitos Humanos) au Brésil.

FIAN International est une organisation internationale de défense des droits humains qui plaide en faveur de la concrétisation du droit à une alimentation et à une nutrition adéquates depuis plus de trente ans.

Le Réseau social pour la justice et les droits humains regroupe plusieurs dizaines d'organisations non gouvernementales et de mouvements sociaux. Il aspire à répondre à une demande d'action et d'articulation autour des violations des droits humains au Brésil.

« Les acteurs qui défendent la numérisation des informations d'administration foncière et le recours à la chaîne de blocs mettent l'accent sur les avantages que présentent ces technologies pour les populations marginalisées, car elles sont censées garantir une plus grande sécurité foncière. Cependant, le problème d'insécurité foncière que subissent les personnes vivant dans la pauvreté réside moins dans la mise à disposition de données foncières précises que dans l'oppression et les inégalités de pouvoir dont elles souffrent. Il convient plutôt de se demander qui a accès à ces technologies, qui les contrôle et à quelles fins. »

REMERCIEMENTS |

Merci à Tomaso Ferrando (Université de Bristol et Global Legal Action Network), Priscilla Claeys (Centre pour l'agroécologie, l'eau et la résilience de l'Université de Coventry et FIAN Belgique) et Sofia Monsalve (FIAN International) pour leur aide à la rédaction et la révision du présent article.

1 MATOPIBA » est l'acronyme désignant une superficie de terres de 73 173 485 hectares s'étendant sur les États brésiliens de Maranhão, Tocantins, Piauí et Bahia, situés dans le Nord et le Nord-Est du pays. La région est recouverte de savanes, de brousse et de forêts (le *Cerrado*).

2 Un biome est une vaste communauté écologique composée de plantes et d'animaux, comme une forêt tropicale humide, une prairie ou le désert.

3 On estime que près de 25 millions de personnes vivent dans le *Cerrado*, y compris 80 peuples autochtones et divers peuples dénommés « traditionnels », auxquels la législation brésilienne accorde une protection spéciale. Rede Social de Justiça e Direitos Humanos, *Imobiliares agrícolas transnacionais e a*

Comment est-il possible que les centres financiers de New York ou de Stockholm exercent un contrôle sur des terres reculées du Nord-Est du Brésil ? La transformation du foncier en un actif financier mondial suppose non seulement de procéder à de complexes modifications au niveau des politiques et des législations, mais aussi de recourir aux technologies de l'information. Le présent article entend fournir des éclaircissements sur le rôle que jouent les informations foncières numériques dans la dépossession des communautés rurales de leurs terres, lesquelles sont ensuite placées sous le contrôle de lointains acteurs financiers d'envergure internationale. Il s'appuie sur l'évaluation réalisée par ses auteur-e-s des facteurs et des impacts de l'expansion de l'agroindustrie dans la région brésilienne du MATOPIBA¹, qui fait partie du *Cerrado*, un biome composé de savanes et de forêts². L'article aborde les défis posés par les technologies de l'information pour les luttes que mènent les peuples en faveur de leur droit à la terre et au territoire, et conclut en identifiant plusieurs questions devant faire l'objet de recherches plus approfondies.

UNE NOUVELLE ÉCORÉGION BRÉSILIENNE EN PROIE À L'ACCAPAREMENT DES TERRES

Le *Cerrado* est une zone extrêmement riche en faune et en flore, qui abrite trois des aquifères les plus importants de la région. Bien qu'il reçoive une attention moindre de la part des médias, il est tout aussi essentiel que l'Amazonie à l'écologie du pays et de la planète. Le Nord du *Cerrado* est indispensable à la survie des communautés vivant dans la région³.

Dans le MATOPIBA, l'expansion des monocultures calquées sur le modèle de l'agriculture industrielle et l'essor de la spéculation foncière entravent la concrétisation du droit humain à une alimentation et à une nutrition adéquates (entre autres droits humains) des communautés traditionnelles, y compris des peuples autochtones et des personnes descendant des esclaves marrons (*quilombolas*). Des recherches de grande ampleur menées par des organisations de la société civile (OSC) démontrent que la population locale subit les conséquences de la déforestation, de la contamination des sols à grande échelle, des eaux et du bétail par les produits agrochimiques, ainsi que de la perte de biodiversité. Par ailleurs, la violence perpétrée à l'encontre des leaders communautaires s'accroît, tout comme les litiges portant sur l'eau, exacerbés par des changements dans les régimes de précipitations dus à la destruction de l'environnement⁴. Enfin, les habitant-e-s de cette région perdent leurs terres, ce qui entraîne la destruction de leurs moyens d'existence, des bouleversements au niveau des communautés et une situation d'insécurité alimentaire et nutritionnelle. La population locale est souvent contrainte de migrer vers les bidonvilles (*favelas*) des grandes villes brésiliennes. Les femmes sont particulièrement affectées par l'accaparement constant des terres et la destruction permanente de l'environnement, du fait qu'elles ne peuvent plus cueillir et transformer les fruits sauvages des forêts du *Cerrado*, tandis que la présence de gardes armés, les pratiques d'intimidation et la violence physique les empêchent de planifier une vie de famille⁵. Bien souvent, les femmes des zones rurales forcées de partir se voient uniquement proposer des emplois aux conditions dégradantes dans des plantations ou de femme de ménage dans les zones urbaines.

QUAND LA FINANCE MONDIALE IMPULSE L'ACCAPAREMENT DES TERRES DANS LE MATOPIBA

La région du MATOPIBA assiste à la transformation de ses terres en un actif financier dématérialisé du fait de l'influence et du pouvoir croissants de la finance mondiale et de son mode de fonctionnement – un processus qualifié de « financiarisation ». L'incursion et la progression de l'agroindustrie dans le *Cerrado* brésilien sont étroitement liées à la déréglementation des marchés financiers mondiaux et à l'intérêt grandissant pour le foncier exprimé par les acteurs de la finance (fonds de pension, fonds d'investissement, établissements bancaires, compagnies d'assurance, etc.). L'essor du modèle de production agroindustrielle qu'a connu le Brésil depuis les années 90 s'inscrit dans un discours idéologique réductionniste, qui contribue, en réalité, à creuser la dette du pays car il repose sur un crédit subventionné par le gouvernement, sans parler des impacts sociaux et environnementaux provoqués par ce système agricole⁶. Les importantes subventions concédées par l'État ont conduit au développement des monocultures de soja et de canne à sucre, qui ont commencé à s'infiltrer dans le Nord du *Cerrado* brésilien, notamment dans les États de Piauí et de Tocantins, au début des années 2000.

Parallèlement, la quête de nouveaux domaines d'investissement dans laquelle se sont lancés les acteurs de la finance mondiale a suscité, dans les premiers temps, un boom des produits de base, entraînant une hausse spéculative des cours du soja, du sucre, du maïs, du coton, de l'eucalyptus et de la viande, entre autres produits de base, et accélérant davantage encore l'expansion territoriale des monocultures et de l'agroindustrie. Entre 2000 et 2014, les superficies plantées en soja et canne à sucre dans le MATOPIBA ont augmenté de 253 % et 379 % respectivement ; la superficie de terres plantées en soja est notamment passée de 1 à 3,4 millions d'hectares⁷. Après la crise de 2007-2008, cependant, un étonnant phénomène a commencé à

especulação com terras na região do MATOPIBA, 2018, p. 10. www.social.org.br/images/MATOPIBA.pdf (en portugais)

4 *Ibid.*

5 FIAN International/Rede Social de Justiça e Direitos Humanos/ Comissão Pastoral da Terra, *The Human and Environmental Cost of the Land Business. The Case of MATOPIBA, Brazil*, 2018. www.fian.org/en/news/article/land-speculation-is-leading-to-human-rights-violations-and-eco-destruction-in-brazil/ (en anglais).

6 Pitta F. et Mendonça M. L., "Especulação com terras agrícolas na região do Matopiba", extrait de *Direitos Humanos no Brasil, Relatório da Rede Social de Justiça e Direitos Humanos*, 2017, pp. 55-64. www.social.org.br/files/pdf/relatorio_dh_2017.pdf (en portugais)

7 Rede Social de Justiça e Direitos Humanos, op. cit., note 3, p. 26.

- 8 Pour en savoir plus, voir : Garcia G., "Senado autoriza uso de parte de imóvel rural como garantia em empréstimo", *G1 Globo*, 14 juin 2017. g1.globo.com/google/amp/g1.globo.com/politica/noticia/senado-autoriza-uso-de-par-te-de-imovel-rural-como-garantia-em-emprestimo.ghtml (en portugais)
- 9 Pour en savoir plus sur la crise de 2007-2008, voir : Murphy S. et Schiavoni C., « Dix ans après la crise alimentaire mondiale : Relever le défi du droit à l'alimentation », *l'Observatoire du droit à l'alimentation et à la nutrition*, 2017, pp. 18-30. www.righttofoodandnutrition.org/fr/dix-ans-apres-la-crise-alimentaire-mondiale-relever-le-defi-du-droit-lalimentation
- 10 Rede Social de Justiça e Direitos Humanos, *op. cit.*, note 3.
- 11 SLC contrôle près d'un demi-million d'hectares de terres au Brésil, dont 300 000 sont plantés de soja. En 2015, pour la première fois, l'entreprise a généré plus de revenus de ses achats et de ses ventes de terres agricoles que de ses activités principales historiques dans la culture du soja. Rede Social de Justiça e Direitos Humanos, *op. cit.*, note 3, p. 38.
- 12 Pitta et Mendonça, *op. cit.*, note 6, pp. 58-59.
- 13 Les actifs mondiaux détenus par les régimes de pensions représentent plus de 41 000 milliards d'USD, ce qui fait d'eux les acteurs les plus importants du secteur financier. Ainsi, chacun de leur mouvement engendre d'importantes répercussions. Le fonds de pension américain TIAA a mis en place deux fonds (TIAA-CREF Global Agriculture LLC, ou TCGA, 1 et 2) afin d'acquérir des terres agricoles partout dans le monde. Ces deux fonds ont collecté cinq milliards d'USD auprès de régimes de pensions à travers le monde, y compris le néerlandais ABP, le second fonds de pension de Suède, AP2, et l'allemand Ärzteversorgung Westfalen-Lippe (ÄVWL). Ils ont acheté 300 000 hectares au Brésil, notamment dans le MATOPIBA. Pour en savoir plus, voir : www.thinkingaheadinstitute.org/en/Library/Research-and-Ideas/Global-Pension-Asset-Survey-2018 (en anglais)
- 14 Li T. M., "What is land? Assembling a resource for global investment", *Transactions of the Institute of British Geographers*, vol. 39, 2014, pp. 589-602.

voir le jour : alors même que le cours des produits agricoles reculait sur les marchés internationaux, la hausse de celui du foncier se poursuivait au Brésil, ce qui démontre la nature spéculative des transactions foncières en jeu. L'expansion territoriale des monocultures de produits agricoles (comme le soja et la canne à sucre) sert à justifier l'augmentation des prix du foncier, ainsi que la mainmise des entreprises financières et de l'agroindustrie sur les terres agricoles. Mais, indépendamment de la production de denrées agricoles, c'est bel et bien la terre qui est dans leur ligne de mire. Plus récemment, le Sénat brésilien a approuvé une mesure susceptible de consolider la spéculation sur les terres agricoles, en permettant la négociation sur les marchés financiers de plusieurs fractions d'une même exploitation agricole, comme garantie pour accéder au crédit⁸. Le foncier est donc aussi convoité par les acteurs financiers et constitue un domaine d'activité à part entière, au-delà du financement de la production agroindustrielle ou du commerce des produits de base. Les prix des terres n'ont cessé de croître, y compris après la fin du boom des produits de base, au lendemain de la crise financière mondiale de 2007-2008⁹.

Considérées comme la « dernière frontière agricole » du Brésil et comme une zone tampon avec l'Amazonie, les terres septentrionales du *Cerrado* brésilien sont devenues la cible de la spéculation foncière¹⁰. Certaines des entreprises impliquées dans ces activités lucratives au niveau de la région conservent un lien avec la production agricole industrielle. Une illustration parfaite est le cas de l'entreprise SLC (Schneider Logemann Company), dont la succursale SLC Agrícola figure parmi les premiers producteurs de soja du Brésil, alors qu'une autre succursale, SLC Land Co., est devenue un protagoniste majeur du marché foncier¹¹. D'autres entreprises, en revanche, ont abandonné les activités qu'elles réalisaient en lien direct avec la production, pour se concentrer pleinement sur l'acquisition, la vente, la location et/ou la gestion de terres¹². L'on peut notamment citer la société Radar Imobiliária Agrícola S/A, créée à partir d'une co-entreprise entre le fonds de pension américain TIAA et le premier producteur de sucre du Brésil, Cosan. L'objectif de Radar est d'obtenir des revenus capitalisés de la terre (c'est-à-dire, d'acquérir des terres à bas prix), d'y installer des exploitations puis de les revendre, souvent dans le cadre d'opérations spéculatives. Plus important encore, les acteurs qui opèrent sur le terrain sont soutenus par des acteurs financiers internationaux injectant d'énormes quantités de capitaux dans ces activités. Ils alimentent donc la spéculation en cours, en cherchant à extraire d'importantes richesses de la région. Dans le cas du MATOPIBA, les fonds de pension américains et européens jouent un rôle majeur¹³. Ces fonds tirent un avantage direct de l'escalade des prix, car elle augmente la valeur de leurs exploitations et de leurs portefeuilles.

FINANCIARISATION ET NUMÉRISATION

Plusieurs liens unissent la financiarisation d'une manière générale, et plus particulièrement la financiarisation des terres, à la numérisation, entendue comme l'intégration des technologies numériques à partir de la conversion d'informations au format numérique. Tout d'abord, la croissance exponentielle de la finance internationale qui a caractérisé ces trente dernières années n'a été possible que grâce aux technologies de l'information. Deuxièmement, les outils techniques tels que les statistiques ou les calculs de l'utilisation et la productivité des terres au moyen d'images satellite, par exemple, sont utilisés pour transformer le foncier en une ressource dans laquelle il est possible d'investir, ainsi que pour cartographier les zones supposément disponibles pour les investissements mondiaux¹⁴. Bien que ces terres abritent des centaines de communautés rurales locales depuis des siècles,

elles sont présentées sous un angle le plus souvent néocolonial, les qualifiant de « sous-utilisées » ou d'« improductives ». Troisièmement, les technologies de l'information sont essentielles au moment de mettre les terres aux mains des marchés financiers mondiaux.

Dans ce contexte, il est important de distinguer deux aspects majeurs de la numérisation du foncier : d'une part, la collecte de données foncières portant sur des endroits très précis (telles que celles relatives à la qualité du sol, aux rendements de production, à l'accès à l'eau ou à l'évolution des prix du foncier)¹⁵ et, de l'autre, la numérisation des données d'administration foncière, notamment des données cadastrales. Le premier aspect met les informations à disposition des courtiers en finance du monde entier désireux d'exploiter les marchés fonciers, tandis que le second rend (potentiellement) possible les transactions foncières dans la sphère virtuelle. En ce sens, la numérisation du foncier joue un rôle significatif dans la création d'un marché immobilier mondial¹⁶.

Des efforts sont actuellement en cours pour appliquer la technologie de la chaîne de blocs (*blockchain*, en anglais) au foncier. Cette technologie est à l'origine des cryptomonnaies telles que le bitcoin ; elle est généralement décrite comme un grand système de registre ouvert, distribué et décentralisé, où sont enregistrées « de manière vérifiable et permanente » des informations et des transactions entre deux parties¹⁷. Des expériences pilotes sont actuellement réalisées dans différents pays du monde, dont le Brésil¹⁸. La chaîne de blocs permet de stocker des données d'administration foncière, mais aussi d'effectuer des transactions grâce aux dénommés « contrats intelligents », qui se réalisent pour une bonne part de manière automatisée et auto-exécutoire. Bien que l'application généralisée de ces technologies au foncier puisse prendre encore un certain temps, la numérisation des données d'administration foncière gagne du terrain ; de fait, dans certains pays, l'automatisation des transactions foncières progresse¹⁹. Les discussions relatives à l'utilisation de la chaîne de blocs dans l'immobilier et le foncier ont également trait à la possibilité d'avoir une « propriété fractionnée », qui permet à plusieurs acteurs d'acquérir des fractions d'un même terrain. Ceci suppose la division d'une parcelle donnée en « parts conceptuelles », une bonne illustration de la manière dont la numérisation favorise une dématérialisation croissante du foncier.

La numérisation du foncier et notamment l'utilisation de la chaîne de blocs sont encouragées avec la promesse d'une augmentation de la transparence, de l'efficacité, de la sécurité et de la protection contre la fraude et la corruption (particulièrement en raison du caractère décentralisé de la chaîne de blocs). Les discours qui s'y rapportent pointent tout spécialement du doigt l'inefficacité des États et des administrations, laissant ainsi penser que les acteurs privés seront bien plus efficaces au moment de prendre en main l'administration des terres de manière décentralisée et sans l'interférence des autorités publiques²⁰.

Les implications pour les droits humains et les pistes pour aller de l'avant

Les acteurs qui défendent la numérisation des informations d'administration foncière et le recours à la chaîne de blocs mettent l'accent sur les avantages que présentent ces technologies pour les populations marginalisées, car elles sont censées garantir une plus grande sécurité foncière. Cependant, le problème d'insécurité foncière que subissent les personnes vivant dans la pauvreté réside moins dans la mise à disposition de données foncières précises que dans l'oppression et les iné-

15 La collecte de données (et leur privatisation) dans des clouds virtuels est réalisée sous l'étiquette de la « numérisation » de l'agriculture, pilotée par des transnationales comme John Deere, AGCO et CHN. ETC Group, *Software vs. Hardware vs. Nowhere: Deere & Co. is becoming 'Monsanto in a Box'*, décembre 2016. www.etcgroup.org/content/deere-co-becoming-monsanto-box (en anglais)

16 L'immobilier constitue une cible attractive pour les acteurs financiers, ce qui en fait un secteur où se positionnent les capitaux financiers mondiaux. À titre d'illustration, de nombreux quartiers de grandes villes telles que Londres sont détenus par des fonds d'investissement ou d'autre nature. Les actifs immobiliers mondiaux (y compris les terres agricoles) représentent près de 60 % de la valeur de l'ensemble des actifs mondiaux, et leur valeur est estimée à presque trois fois le PIB mondial. Savills, *Around the World in Dollars and Cents*, Savills World Research, 2016, p. 4. pdf.euro.savills.co.uk/global-research/around-the-world-in-dollars-and-cents-2016.pdf (en anglais). Les terres rurales figurent parmi les options attractives présentées aux investisseurs, compte tenu des perspectives qui se dessinent en termes de « croissance des besoins mondiaux en aliments et en énergie ». Ibid. p. 34.

17 Iansiti M. et Lakhani K. R., «The Truth About Blockchain», *Harvard Business Review*, 2017. hbr.org/2017/01/the-truth-about-blockchain (en anglais)

18 Pour en savoir plus, voir : brave-newcoin.com/news/brazil-plots-bitcoin-solution-for-real-estate-registration (en anglais). D'autres expériences pilotes sont actuellement menées en Géorgie, Ukraine, Suède, Inde, Australie, à Dubaï, au Honduras, aux États-Unis et au Ghana. Graglia J.M. et Mellon C., «Blockchain and Property in 2018: at the end of the beginning», étude présentée à l'occasion de la Conférence annuelle de la Banque mondiale sur le foncier et la pauvreté, 2018. www.conftool.com/landandpoverty2018/index.php/02-11-Graglia-864_paper.pdf?page=downloadPaper&file_name=02-11-Graglia-864_paper.pdf&form_id=864&form_version=final (en anglais)

19 Aux Pays-Bas, par exemple, « le marché des biens immobiliers est totalement numérisé » et « environ 45 % de l'ensemble des actes notariés sont traités de manière complètement automatisée, sans aucune interférence humaine ». Vos J., «What Should

We (Not) Do With Land Administration Data? The Risk of Privatization of Land Administration And Blockchain's Code As Law», étude présentée à l'occasion de la Conférence annuelle de la Banque mondiale sur le foncier et la pauvreté, 2018. pp. 20-21.

20 En revanche, l'exemple de TIAA illustre un manque de transparence et de reddition de comptes, notamment vis-à-vis de ses propres clients, ce qui contredit l'idée selon laquelle les acteurs privés sont plus efficaces. FIAN International/Rede Social de Justiça e Direitos Humanos/Comissão Pastoral da Terra, op. cit., note 5.

21 Les femmes du peuple autochtone guajajara utilisent des drones dans leur lutte pour protéger leurs territoires. Lazzeri T., «Guerreiros da Floresta enfrentam madeireiros em defesa de terra indígena», Reporter Brasil, 8 mars 2018. <http://reporterbrasil.org.br/2018/03/desmatamento-indigena-guerreiros-da-floresta-enfrentam-madeireiros-maranhao/> (en portugais)

22 Pour en savoir plus, voir : www.globalforestwatch.org/ (en anglais)

23 FIAN International, « Le droit humain à la terre », Note de synthèse, 2017. www.fian.org/fileadmin/media/publications/2017/Reports_and_Guidelines/FIAN_Position_paper_on_the_Human_Right_to_Land_fra_071117web.pdf

galités de pouvoir dont elles souffrent. Il convient plutôt de se demander qui a accès à ces technologies, qui les contrôle et à quelles fins. Dans le cas du MATOPIBA, par exemple, les communautés affectées ont essayé de consolider leur lutte contre l'accaparement en enregistrant leurs terres dans le Cadastre environnemental rural (*Cadastro Ambiental Rural*, en portugais), un système partagé en ligne basé sur des données GPS. C'est alors qu'elles ont découvert qu'elles avaient déjà été enregistrées par des entreprises de l'agroindustrie.

Un enjeu émergent consiste donc à savoir comment garantir la reddition de comptes en matière de droits humains dans le contexte général de la numérisation des informations foncières et environnementales. Les nouveaux dispositifs et les nouvelles technologies ne se déploient pas en vase clos, et leur utilisation n'est pas aussi irréfutable et satisfaisante que leur nature technologique semble le suggérer. La terre est en soi un matériau et un bien hautement illiquide/immobilier. En dépit de toutes les évolutions numériques, elle conservera inéluctablement son caractère on ne peut plus physique et local ; ceci signifie que les personnes qui vivent sur des terres et qui en vivent seront affectées par les transactions réalisées sur les marchés mondiaux, quand bien même celles-ci semblent cantonnées à une sphère purement numérique. La violence exercée contre la population locale, comme dans le cas du MATOPIBA, peut, en un sens, être interprétée comme l'expression de la « violence » requise pour transformer la terre en un actif dématérialisé par le biais des technologies de l'information. Par ailleurs, la terre est un bien fortement convoité. La question qui se pose donc aujourd'hui aux utilisateurs de ces technologies (gouvernements compris) est de déterminer s'ils aident les accapareurs de terres à faciliter la lecture des relations foncières non-formelles et/ou à les réécrire, au détriment des communautés rurales marginalisées et opprimées.

Dans un même temps, les communautés rurales et leurs organisations, dans différentes régions du monde, se servent d'outils tels que les images satellites numériques pour défendre leurs territoires et réaliser un meilleur suivi des impacts des activités menées par les accapareurs de terres²¹, s'agissant, par exemple, de la destruction des forêts²². En tout état de cause, les obstacles entravant l'accès physique et économique à ces technologies demeurent une préoccupation pour les communautés rurales vulnérables, ainsi qu'un défi majeur pour les inciter à œuvrer à la défense de leurs droits fonciers. Par ailleurs, il est fort probable qu'un débat animé ait prochainement lieu sur la question même de savoir si la formalisation des relations foncières grâce à un nouvel appareil numérique joue un rôle actif dans la consolidation de la marchandisation des terres et de la nature. Pour les mouvements sociaux et les organisations de la société civile, il est essentiel de comprendre si et comment les technologies de l'information peuvent devenir un outil au service des luttes des peuples et de la concrétisation des droits des communautés rurales.

Dans ce contexte, la lutte pour un droit humain à la terre demeure indispensable, car ce dernier fait valoir que la terre est d'abord et avant tout un bien commun auquel les communautés et les peuples ont accès, qu'ils contrôlent, gèrent et utilisent sous de multiples formes, afin de vivre une vie digne et en accord avec leur contexte social et culturel. En tant que tel, il reconnaît, protège et garantit un large éventail de systèmes et droits fonciers, et cherche à les démocratiser partout où ils sont discriminatoires. De plus, il conteste les régimes politiques et juridiques, au niveau national et international, qui entendent faire de la terre une marchandise dématérialisée²³.



EN BREF

Comment est-il possible que les centres financiers de New York ou de Stockholm exercent un contrôle sur des terres reculées du Nord-Est du Brésil ? La transformation du foncier en un actif financier mondial suppose non seulement de procéder à de complexes modifications au niveau des politiques et des législations, mais aussi de recourir aux technologies de l'information. Le présent article entend fournir des éclaircissements sur le rôle que jouent les informations foncières numériques dans la dépossession des communautés rurales de leurs terres, lesquelles sont ensuite placées sous le contrôle de lointains acteurs financiers d'envergure internationale. Il s'appuie sur l'évaluation réalisée par ses auteur-e-s des facteurs et des impacts de l'expansion de l'agroindustrie dans le *Cerrado* brésilien, un biome composé de savanes et de forêts situé dans la région du Nord et Nord-Est du pays, connue sous l'acronyme MATOPIBA. L'article aborde les défis posés par les technologies de l'information pour les luttes que mènent les peuples en faveur de leur droit à la terre et au territoire, et conclut en identifiant plusieurs questions devant faire l'objet de recherches plus approfondies.



CONCEPTS-CLÉS

- La financiarisation des terres fait référence à l'influence et au pouvoir croissants des acteurs de la finance mondiale, comme les fonds de pension, les sociétés d'investissement, les gestionnaires de fonds, les institutions financières et les grands riches, sur la terre ; elle se rapporte à qui utilise la terre, à quelles fins et pour quels bénéfices.
- Les technologies de l'information renvoient à l'utilisation d'ordinateurs afin de stocker, extraire, transmettre et manipuler des données, ou des informations, souvent dans le contexte d'activités commerciales ou d'autres types d'entreprises.
- La numérisation est l'intégration des technologies numériques à partir de la conversion d'informations au format numérique.



MOTS-CLÉS

- Financiarisation et numérisation du foncier